



Conseil directeur  
Point 8

CL/187/8-R.1  
30 août 2010

## **COOPERATION AVEC LE SYSTEME DES NATIONS UNIES**

### **LISTE DES ACTIVITES MENEES PAR L'UIP DU 2 AVRIL AU 4 OCTOBRE 2010**

#### **Nations Unies**

- La 3<sup>ème</sup> Conférence mondiale des Présidents de parlement s'est tenue du 19 au 21 juillet à l'Office des Nations Unies à Genève. Le Secrétaire général de l'ONU a assisté à la cérémonie d'ouverture et a prononcé un discours liminaire intitulé *Les parlements dans un monde en crise : garantir la responsabilité démocratique*, thème principal de la Conférence. Plusieurs autres hauts responsables du système des Nations Unies, y compris de la Banque mondiale, étaient présents et ont participé à des manifestations parallèles. La Conférence s'est conclue par l'adoption d'une Déclaration intitulée *Garantir la responsabilité démocratique pour le bien commun* qui fait le point, entre autres, sur l'intensification de la coopération entre les parlements, l'UIP et les Nations Unies depuis la première Conférence en 2000, et qui met en évidence le besoin de renforcer davantage ces relations. La Déclaration et d'autres rapports clés de la Conférence ont été distribués officiellement à l'Assemblée générale des Nations Unies.
- Basés sur quelque 100 réponses, les résultats finals de l'enquête menée par l'UIP sur la manière dont les parlements organisent leur travail par rapport aux Nations Unies ont été officiellement remis à l'ONU sous la forme d'un rapport au titre du point de l'ordre du jour de l'Assemblée générale sur la coopération entre l'ONU, les parlements et l'UIP. Le rapport d'enquête contribuera à mieux informer les décisions stratégiques concernant la relation entre les deux Organisations, étant donné notamment qu'une nouvelle résolution de l'Assemblée générale devra être adoptée dans le courant de 2010.
- L'UIP a contribué au Forum pour la coopération en matière de développement (DCF) du Conseil économique et social de l'ONU, qui a réuni plusieurs parties prenantes. En juin, elle a envoyé une délégation parlementaire au deuxième symposium préparatoire du DCF à Helsinki, en vue d'avoir une discussion approfondie sur la cohérence des politiques, l'égalité entre les sexes et d'autres aspects essentiels de la coopération au développement. Des représentants de l'UIP ont également participé à la session principale du DCF de 2010 et à des réunions connexes, y inclus une session sur la responsabilité mutuelle qui a été animée par le Secrétaire général de l'UIP. Le rapport récapitulatif du DCF tient compte de la plupart des opinions exprimées par les parlementaires ayant pris part à ce processus, qui a duré deux ans. Au cours du premier trimestre de l'année, l'UIP a collaboré avec le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU (UN-DESA) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) pour appuyer une enquête sur la responsabilité mutuelle portant sur 70 pays. Le rapport de l'enquête a été officiellement présenté à la session du DCF.

- Les préparatifs ont débuté en vue de l'Audition parlementaire annuelle 2010 aux Nations Unies (2-3 décembre), dont le thème général sera "*Le monde en crise : repenser le développement, doter la gouvernance mondiale de nouveaux outils*". Organisée pour la troisième année consécutive sous la forme d'une manifestation conjointe UIP-ONU, en étroite collaboration avec la Présidence de l'Assemblée générale, l'Audition 2010 permettra d'examiner la manière dont il convient de réformer la gouvernance économique mondiale pour relever les défis actuels en matière de développement, défendre le rôle des Nations Unies et contribuer à résoudre la crise mondiale actuelle.
- Le 21 septembre, l'UIP et la Campagne du Millénaire des Nations Unies organiseront une réunion en marge du Sommet des Nations Unies pour l'examen des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), qui aura lieu du 20 au 22 septembre. Intitulée *Mobiliser un soutien parlementaire aux politiques et plans sur les OMD*, la réunion sera ouverte aux parlementaires qui participent au Sommet des Nations Unies dans le cadre de leurs délégations nationales. Cette manifestation servira, entre autres, à lancer une étude conjointe UIP-Campagne du Millénaire sur les différentes modalités à la disposition des parlements pour intégrer les OMD dans leurs processus décisionnels internes et agendas politiques. La réunion permettra également de mettre en évidence les principaux messages exprimés dans le Document final du Sommet de l'ONU. On s'attend à ce que le Document final du Sommet fasse état de la contribution des parlements à de nouvelles mesures en vue de la réalisation des OMD à l'horizon 2015.
- En collaboration avec le réseau des Parlementaires pour la non-prolifération nucléaire et le désarmement (PNND), l'UIP a organisé une série d'activités dans le cadre de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2010, qui s'est tenue au Siège de l'ONU à New York en mai. Le 5 mai, une réunion parlementaire, à laquelle ont pris part des parlementaires qui avaient rejoint leurs délégations nationales à la Conférence des Nations Unies, a passé en revue les progrès et les échecs dans la réalisation des engagements et la mobilisation pour un monde sans armes nucléaires. Plusieurs parlementaires ont également participé le 6 mai à une réunion-débat avec le Secrétaire général de l'ONU.
- A l'occasion du Forum annuel de l'Alliance des civilisations de l'ONU, qui s'est tenu en mai à Rio de Janeiro, l'UIP a organisé une réunion parlementaire d'une demi-journée sur le thème *Le rôle des législateurs dans la promotion du dialogue et de la coopération interculturels*. Cette réunion, à laquelle ont participé des parlementaires de 20 pays et de trois organisations parlementaires régionales, a permis de donner suite à la résolution adoptée par la 116<sup>ème</sup> Assemblée de l'UIP, tenue à Bali en 2007, sur le respect de toutes les communautés et croyances religieuses et leur coexistence à l'ère de la mondialisation. Le discours d'ouverture a été prononcé par le Haut Représentant pour l'Alliance des civilisations de l'ONU, Jorge Sampaio. L'UIP a également mis sur pied la première séance thématique du Forum, consacrée à la démocratie, la bonne gouvernance et la diversité culturelle.
- Pour célébrer la Journée internationale de la démocratie, le 15 septembre, proclamée par les Nations Unies, l'UIP a organisé une session de réflexion à son siège à Genève avec des étudiants de deuxième cycle de l'Institut de hautes études internationales de Genève. Une brochure et d'autres documents sur la démocratie ont été produits et distribués à tous les Parlements membres.

- L'UIP a poursuivi son soutien aux travaux de la Commission de consolidation de la paix de l'ONU en apportant une assistance aux parlements de trois pays figurant actuellement parmi les dossiers à traiter par la Commission : le Burundi, la République centrafricaine et la Sierra Leone. Par ailleurs, des consultations et un dialogue réguliers avec les parlements nationaux de ces pays font maintenant partie des missions de terrain de la Commission de consolidation de la paix de l'ONU et d'activités connexes.
- L'UIP, ainsi que l'ONU et l'Union internationale des télécommunications (UIT), ont organisé conjointement le troisième Forum parlementaire sur le thème *La société de l'information, les TIC et la crise économique mondiale : situation actuelle et perspectives futures*, du 3 au 5 mai à Genève, dans le cadre du Centre mondial pour les TIC au Parlement. Cette série de forums a pour but d'encourager les parlementaires à mener des actions en faveur de la société de l'information future, en vue de la mise en œuvre et du suivi du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI) et de l'examen de ses résultats en 2015.
- Le Rapport mondial 2010 sur l'e-Parlement, établi par le Centre mondial pour les TIC au Parlement, a été lancé en juin en tant que publication conjointe de l'UIP et des Nations Unies. Ce rapport est le deuxième d'une série lancée en 2008 et aide à suivre les progrès réalisés en ce qui concerne la manière dont les TIC sont utilisées par les parlements dans le monde.
- En juillet, les résolutions de la 122<sup>ème</sup> Assemblée de l'UIP, qui s'est tenue à Bangkok (Thaïlande), ont été distribuées à l'Assemblée générale de l'ONU dans les six langues officielles, dans le cadre de la documentation officielle destinée à la 65<sup>ème</sup> session de l'Assemblée générale des Nations Unies qui s'ouvrira prochainement. Au cours de cette période, l'UIP est également intervenue dans plusieurs débats importants de l'ONU tels que la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, la session de fond du Conseil économique et social sur des questions relatives à l'égalité des sexes, et le Sommet des OMD.
- Les préparatifs en vue de la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés (PMA-IV) se sont poursuivis durant cette période. L'UIP a participé à la réunion inter-institutions des Nations Unies qui s'est tenue en juin à New York. Les dispositions pour la phase globale du volet parlementaire menant à la manifestation (qui doit se tenir à Istanbul mi-2011) ont été finalisées en août. Elles comprennent notamment une réunion d'information parlementaire dans le cadre de la 123<sup>ème</sup> Assemblée de l'UIP et un Forum parlementaire qui aura lieu un jour avant la Conférence des Nations Unies, le 29 mai 2011. La réunion d'information servira notamment à identifier les messages principaux que l'UIP souhaite voir figurer dans le programme d'action futur pour les PMA.
- Une réunion parlementaire s'est tenue à Vienne le 20 juillet, dans le cadre de la XVIII<sup>ème</sup> Conférence internationale sur le sida. Les participants en provenance de quelque 50 pays ont débattu de l'incidence du droit pénal sur les mesures de santé publique et se sont intéressés, en particulier, au dépistage et aux modes de transmission du VIH (par voie sexuelle, intraveineuse et verticale). Le Rapporteur spécial des Nations Unies sur la torture, M. Manfred Nowak, a prononcé le discours principal. Les participants ont souscrit à l'appel lancé par la communauté internationale à faire disparaître la transmission verticale du VIH à l'horizon 2015 et se sont engagés à défendre cet objectif dans leurs pays respectifs.

- L'UIP a intensifié sa contribution à la campagne du Secrétaire général de l'ONU intitulée *Tous unis pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes et des filles*, à travers l'organisation de trois séminaires visant à sensibiliser les parlementaires à cette question et à renforcer les actions y relatives. En avril, des parlementaires d'Amérique latine se sont réunis en Equateur pour identifier des mécanismes visant à assurer l'application effective de la loi sur les violences faites aux femmes. En juin, un séminaire national au Mali a été l'occasion pour les parlementaires et la société civile d'engager un débat constructif sur ces violences, en portant une attention particulière aux mutilations génitales féminines. En juillet, un atelier régional pour les parlements arabes, portant sur l'application de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) et la nécessité de mettre fin aux violences faites aux femmes, a été organisé à Beyrouth. Cet atelier a été suivi d'une journée de discussions avec des parlementaires libanais et des représentants de la société civile sur le projet de loi sur les violences familiales dont est saisi le Parlement libanais. Toutes ces réunions ont été organisées en étroite collaboration avec le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) et la Division des Nations Unies pour la promotion de la femme (UNDAW).

## PNUD

- Un nouveau Protocole d'accord plus complet a été signé le 1<sup>er</sup> juillet, qui institue un partenariat plus étroit entre l'UIP et le PNUD. Ce protocole d'accord porte sur pratiquement tous les domaines de travail dans lesquels sont engagées les deux Organisations. Ces domaines comprennent notamment le renforcement de la capacité des parlements à exercer leur fonction de contrôle et à accomplir leur travail législatif, en particulier en ce qui concerne l'efficacité de l'aide, la gouvernance économique et la lutte contre la pauvreté, l'élaboration de normes, de critères et de bonnes pratiques pour parlements démocratiques, une participation plus active des parlements à la mise en œuvre des conventions des Nations Unies, la promotion de l'émancipation des femmes, notamment en leur facilitant l'accès à la vie politique et aux mandats électifs, et le renforcement du rôle des parlements dans les processus de paix et de réconciliation.
- Au cours de cette période, les projets visant à renforcer les parlements, réalisés conjointement par l'UIP et le PNUD par le biais de protocoles d'accords nationaux élaborés sur la base du Protocole global mentionné ci-dessus, ont progressé dans les pays suivants : Cambodge, Guinée-Bissau, Pakistan, Palestine, République démocratique du Congo, Sierra Leone, Togo et Viet Nam.
- Les travaux ont avancé en ce qui concerne l'élaboration d'un rapport conjoint sur les parlements et la démocratie, intitulé *Rapport mondial sur les parlements*, à travers la finalisation d'une note d'orientation, le choix d'un auteur principal et la constitution d'un Conseil consultatif. Le rapport sera ambitieux quant à sa portée et s'attachera à offrir des analyses et des informations détaillées sur les principaux problèmes qui touchent à la fois les pays développés et les pays en développement. Cette publication devrait paraître en septembre 2011 à l'occasion de la Journée internationale de la démocratie.

- Un certain nombre d'activités se sont déroulées dans le cadre du projet conjoint UIP-PNUD intitulé "Pour des parlements inclusifs : représentation des minorités et des peuples autochtones au Parlement". Le 21 avril, en marge de la neuvième session du Forum permanent des Nations Unies sur les questions autochtones, l'UIP et le PNUD, en partenariat avec la Mission permanente du Mexique, ont organisé une réunion parallèle intitulée *Pour des parlements inclusifs : promouvoir la participation effective des peuples autochtones aux décisions*. Trois parlementaires autochtones de Colombie, du Mexique et de Nouvelle-Zélande, ont parlé de leur expérience personnelle et ont évoqué les principales difficultés que rencontraient les peuples autochtones dans les fonctions électives. Au cours de cette période, l'élaboration d'un Guide conjoint UIP-ONU-PNUD sur la nouvelle Déclaration sur les droits des peuples autochtones, destiné aux parlementaires, a également débuté. Les préparatifs relatifs à trois publications se sont poursuivis : interviews avec des parlementaires autochtones et issus d'une minorité, études de cas sur l'inclusion des minorités et des peuples autochtones dans certains parlements nationaux, et une analyse des données provenant d'enquêtes sur la participation des minorités et des peuples autochtones aux parlements. Ces publications seront présentées lors de la Conférence parlementaire internationale sur les parlements, les minorités et les peuples autochtones, qui aura lieu au Chiapas (Mexique) en novembre 2011.

#### **Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH)**

- Au cours du premier semestre de 2010, l'UIP a lancé une enquête afin d'évaluer dans quelle mesure les parlements connaissent l'Examen périodique universel (EPU) du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, et s'ils y contribuent. Les résultats de l'enquête seront communiqués aux Nations Unies et à ses autres mécanismes des droits de l'homme et devraient contribuer aux efforts déployés par l'UIP, en coopération avec le HCDH, pour identifier et diffuser les bonnes pratiques parlementaires et déterminer les besoins des parlements pour ce qui concerne l'EPU.

#### **Organisation mondiale du commerce (OMC)**

- Le Comité de pilotage de la Conférence parlementaire sur l'OMC s'est réuni en juin, pendant deux jours, au Siège de l'UIP à Genève. L'ordre du jour de la session portait sur des points tels que le programme de l'OMC concernant l'Aide pour le commerce, le règlement satisfaisant à l'OMC du différend sur le commerce de la banane, et les préparatifs en vue du Forum public de l'OMC 2010. Le Comité de pilotage a invité les Membres de l'OMC à faire preuve de détermination et à n'épargner aucun effort pour apporter aux négociations l'élément supplémentaire qui leur fait encore défaut.